

Une logique de « camps » au mépris de l'humain et de la loi

Dans la région parisienne, au **Mesnil-Amelot (77)**, la construction du **nouveau centre de rétention** s'est achevée. Avec 240 places se rajoutant aux 140 déjà existantes, ce centre sera le plus grand de France. 380 places dont 40 pour les familles. Ce centre est le symbole de dérives graves :



Le gouvernement a contourné la loi (article R 553-3 du CESEDA) qui interdit les centres de plus de 140 places, en construisant deux bâtiments : Le plus ancien est distant de 1 km du nouveau qui est formé de deux corps séparés par l'équivalent d'un simple chemin.

Une véritable logique de camp guide cette démarche : Au-delà de la capacité d'enfermement, une double enceinte grillagée et barbelée entoure l'ensemble du camp, et des dizaines de caméras et des détecteurs de mouvements complètent ce dispositif carcéral.

Comme l'a montré la situation au centre de Vincennes, ce type d'univers déshumanisé favorise, encore plus qu'ailleurs, le non-droit, les **violences**, les auto-mutilations et les tentatives de suicide.

D'exceptionnel, l'enfermement des « sans-papiers » devient **un banal instrument** de la politique migratoire. Rappelons que les centres de rétention ont pour fonction initiale de " retenir " des personnes en voie d'expulsion pendant le temps strictement nécessaire à l'organisation de leur départ par l'administration.

Prévus en 1984 pour un enfermement maximal de 7 jours, il est maintenant de 32 jours et pourrait passer dans quelques mois à 45 jours. Les personnes dites vulnérables peuvent y être retenus : femmes enceintes, personnes âgées, malades, et **même les enfants** : 222 dont 26 nourrissons l'ont été en 2008.

Une campagne contre ce « camps », contre la criminalisation et l'enfermement systématique des migrants est actuellement menée par 11 associations nationales¹. On peut signer leur pétition sur « <http://www.placeauxdroits.net/petition2/index.php?petition=30&signe=oui> ».

Cette politique ouvertement xénophobe a hélas l'aval de l'Union Européenne qui vient d'adopter le « programme de Stockholm » donnant les axes de sa politique migratoire ultra « sécuritaire » pour les années 2010-2015. Elle héberge aujourd'hui en son sein près de 230 « camps » pour au moins 30.000 étrangers.

L'enfermement des étrangers n'est-il pas le reflet de notre propre enfermement mental ? La notion d'étranger est à nos yeux, une notion purement administrative. Ces personnes que l'on enferme à ce titre sont d'abord et avant tout des êtres humains comme nous. Égaux en dignité, ils devraient l'être aussi face au droit de vivre !

¹ ADDE - Comede - ELENA-France - Emmaüs France- Fasti-Gisti - La Cimade - Ligue des droits de l'homme - Migreurop - MRAP - RAIDH-Réseau Education Sans Frontières - Secours Catholique - Syndicat des Avocats de France - Syndicat de la Magistrature- UNSA